

Exp.: BF

30/12/77

Dest.: membres des DV/DS, et membres du CC

RESOLUTION DU BP SUR LA CAMPAGNE LEGISLATIVES

JAN 9 1978

Trois mois après l'ouverture de la crise de l'Union de la gauche, la majorité gouvernementale n'a pas réussi à profiter de la situation, les intentions de vote persistent à la présenter comme minoritaire face aux PC et PS qui disposeraient toujours d'un avantage électoral.

Les échecs enregistrés sur les terrains de l'inflation et du chômage par le gouvernement lui ont en fait interdit de reprendre l'initiative politique.

Dans cette situation, l'unité affichée par les partis gouvernementaux est très fragile car ils se préparent tous d'une manière différente à l'éventualité d'une défaite électorale. Giscard et ses partisans doivent garantir la position institutionnelle de la présidence de la République et donc ménager des possibilités de compromis avec certaines composantes de l'UG. Au contraire, Chirac et la RPR, pour aujourd'hui comme pour demain, entendent se manifester comme ceux qui refusent tout compromis avec la coalition "socialo-communiste", car c'est ainsi qu'ils comptent rassembler la petite bourgeoisie effrayée par la montée ouvrière, et se préparer à reconquérir l'appareil d'état.

Le PC et le PS n'ont fait qu'accentuer la vigueur de la polémique depuis la rupture de septembre 77. Cette crise n'a semble-t-il, ni inversé les rapports de force électoraux entre eux et les partis bourgeois, ni sensiblement modifié les positions respectives du PC et du PS. La conférence nationale de janvier du Parti communiste ne devrait pas se conclure par l'adoption d'une nouvelle tactique, mais au contraire, engager la campagne électorale du PC sous le signe d'une concurrence exacerbée envers le PS. Le PC et le PS s'efforceront de recueillir en termes de suffrages, les fruits de leur tactique de division.

Cette division ne peut que stimuler la défiance envers le PC et le PS qui s'était déjà révélée sur le terrain électoral lors des élections municipales de 77. Toutefois le discours "résolument gauche" du parti communiste affirmant sa volonté de ne pas gérer l'austérité marquera des points auprès des couches de travailleurs qui étaient auparavant critiques envers l'UG.

I- Dans cette situation politique, la campagne de la LCR doit être une campagne d'agitation de masse autour des thèmes sur lesquels une mobilisation unitaire de la classe ouvrière est possible, et permettant de cristalliser la défiance envers le PC et le PS.

Il convient donc de cadrer le sens de la campagne en indiquant qu'il ne s'agit ni d'une campagne d'auto-affirmation de l'organisation sur la scène politique, ni d'une campagne où nous nous servons des élections comme d'une simple tribune pour diffuser l'intégralité de notre programme.

La campagne de la LCR s'ordonnera autour de trois maillons qui sont les éléments clés de notre agitation dans la situation politique actuelle.

I) Face à la crise économique, l'austérité n'est pas fatale. Il faut imposer la satisfaction des revendications suivantes.

a) Contre la hausse des prix, l'échelle mobile (avec développement sur le contrôle des prix industriels et de consommation par les travailleurs et leurs organisations syndicales).

b) Contre le chômage, les 35 heures pour tous et toutes sans diminution de salaire, en insistant particulièrement sur 3 aspects. Celui du partage du travail entre toutes les mains ouvrières, partage des tâches ménagères et celui du temps libre. Il s'agira à ce propos de montrer comment la réduction massive du temps de travail est une condition du socialisme que nous voulons.

c) Contre l'oppression des femmes : droit au travail; à travail égal, salaire égal; réduction du temps de travail; des équipements collectifs de qualité; partage des tâches ménagères; une réelle libération de l'avortement remboursé par la Sécurité

.../...



.../...

sociale; de meilleures conditions pour la maternité. Ces thèmes n'ont pas été relayés par nos explications sur la nécessité d'un mouvement autonome des femmes et la remise en cause des rapports sociaux.

d) Contre le programme électronucléaire du gouvernement, un moratoire à ce programme, non à la pollution industrielle. Dans le prolongement de ce thème d'agitation nous affirmerons la nécessité d'une planification qui préserve la cadre de vie.

e) Contre l'armée de Giscard : soutien aux revendications des comités de soldats qui luttent notamment pour le service militaire à 6 mois; le droit d'organisation, en particulier syndical; non à la force de frappe nucléaire; non aux interventions coloniales.

f) Contre les mesures Stoléru : abrogation de ces mesures et reconnaissance des mêmes droits politiques et syndicaux pour les travailleurs français et immigrants.

g) Contre l'embrigadement de la jeunesse, et la sélection à l'école.

En présentant et en illustrant ces 7 revendications principales nous n'avancons pas un contre-programme abstrait à celui avancé par le PC et le PS. Nous argumentons sur le fait que ces revendications ont été déjà avancées par des secteurs du mouvement ouvrier et ont donné lieu à des mobilisations effectives. S'il arrive au PC ou au PS de s'opposer frontalement à l'une de ces revendications (sur la question du nucléaire par exemple), leur attitude la plus fréquente est l'ambiguïté. Leur position sur les 35 heures ~~et~~ reflète cette préoccupation visant à récupérer une ~~et~~ revendication populaire sans en préciser les modalités d'application.

Dans ces conditions nous devons être les meilleurs défenseurs de ces revendications, en refusant toute compromission autour d'elles et en annonçant qu'elles devront être satisfaites ~~aux~~ quel que soit le gouvernement. Nous devons mettre en lumière le flou volontairement entretenu par le PC ou le PS sur certaines de ces revendications, en systématisant la défiance à partir des préoccupations immédiates de la classe ouvrière. La surenchère "gauche" à laquelle se livrera le PC au cours de la campagne électorale pourra limiter la portée de notre campagne sur ce point au cours de la période électorale; mais cela ne saurait nous empêcher de marteler ces revendications prioritaires face à l'austérité, et de les éclairer par nos explications sur le socialisme que nous voulons.

2) Le second maître de notre agitation est centré sur les moyens qui permettent de garantir le succès des revendications et de sortir de la crise économique afin d'en ~~sortir~~ finir avec l'austérité.

a) Les revendications ouvrières ne peuvent être durablement satisfaites sans rompre avec la bourgeoisie. L'objectif populaire qui illustre le mieux cette exigence de rupture avec la bourgeoisie, c'est non seulement la défaite électorale de la droite mais c'est le départ de Giscard. La dénonciation des institutions de la V^e République doit s'appuyer sur les pouvoirs que Giscard détendrait en demeurant président. Le rôle des radicaux de gauche doit être dénoncé en insistant sur la manière dont Giscard ne manquera pas d'utiliser les groupes charnières respectueux de sa légitimité présidentielle et sur la façon dont le PC et le PS les ont déjà utilisés pour justifier leurs reculades sur l'extension des nationalisations.

b) Les revendications ouvrières ne peuvent être durablement satisfaites sans rompre avec l'économie de marche génératrice de la crise et de l'austérité.

La nécessité de la nationalisation sous contrôle ouvrier sans indemnités, ni rachat de tous les secteurs clés de l'économie doit donc être présentée comme le moyen de garantir le succès des revendications.

Rompre avec l'économie de marche débouche sur la nécessité du socialisme comme réponse à la crise économique du capitalisme. Les candidats de l'extrême-gauche seront les seuls à se réclamer du socialisme comme nécessité et solution actuelles pour en finir avec l'austérité.

Sur cette question des moyens pour en finir avec l'austérité il nous faut interpellier le PC et le PS: en montrant que leurs quelques promesses ne pourront être durablement tenues et ne pourront changer la vie qu'à la condition de rompre avec la bourgeoisie et l'économie de marché.

.../...

Comment le PS peut-il prétendre changer la vie et rendre le pouvoir aux travailleurs en négociant sur les revendications avancées par les organisations syndicales, et en se préparant à gérer l'austérité ?

Comment peut-on croire sur paroles le PC qui affirme ne pas vouloir gérer la crise lorsqu'il accepte que 85 % des entreprises demeurent entre les mains des capitalistes privés, et le maintien d'un Giscard avec tous les pouvoirs que lui donne la Constitution ?

3) Le troisième maillon réside dans le moyen des moyens, l'unité ouvrière pour affronter victorieusement le pouvoir de la bourgeoisie.

L'unité ouvrière est indispensable dans la lutte pour arracher le succès des revendications les plus immédiates; elle est encore plus indispensable pour porter la lutte contre le pouvoir central de la bourgeoisie.

Sans réduire l'unité ouvrière à l'unité du PC et du PS, il s'agit de montrer comment forger l'unité ouvrière passe par l'unité des organisations ouvrières autour des tâches qu'appelle la lutte contre la bourgeoisie.

La concrétisation de cette démarche d'unité ouvrière à l'occasion des élections de mars 78, c'est notre consigne de vote au 2° tour pour le PC et PS : il faut leur donner une large majorité pour affirmer le rapport de force ouvrier et pour qu'ils n'aient aucun prétexte à tergiverser et pour qu'ils aillent au gouvernement, non pour appliquer le programme commun, mais en s'engageant à satisfaire les revendications et en s'en donnant les moyens, c'est à dire en rompant avec la bourgeoisie.

L'exigence d'unité ouvrière entraîne une dénonciation de la polémique PC/PS en appuyant l'injonction "ni compromission, ni division" sur des exemples précis prouvant la double responsabilité du PS et du PC aussi bien sur le terrain de la compromission que sur celui de la division.

Si après la conférence de janvier, la PC maintient son refus d'annoncer sa consigne de vote au 2° tour, il faudra dès la campagne du 1° tour souligner la lourde responsabilité que prend le PC.

Dans une campagne électorale où le PC et le PS rivaliseront d'invectives, la campagne de la LCR ne doit pas apparaître comme un élément de division supplémentaire. L'affirmation claire de notre consigne de vote au 2° tour, comme concrétisation de notre volonté d'oeuvrer à l'unité ouvrière, est donc indispensable. Ni Marchais, ni Mitterrand, ni le PC, ni le PS n'offrent de perspectives qui permettent de garantir le succès des revendications ouvrières et ne proposent aucunes modalités pour surmonter efficacement la division qui s'est installée parmi les travailleurs ; des exemples précis (ceux publiés à la fin de la plate-forme de la LCR) permettent d'illustrer ces thèmes autour desquels la défiance envers le PC et le PS doit se cristalliser et qui constituent autant de motifs de voter pour les candidats présentés et ~~soutenus~~ soutenus par la LCR.

4) Les trois maillons sont indissociables dans notre agitation. A propos de chacune des revendications prioritaires, un matériel central sera publié et qui reproduira l'argumentation d'ensemble. Bien naturellement, dans le cadre du déroulement de la campagne nous serons amenés à développer tel ou tel point de notre programme d'ensemble, ou à répondre à des questions sur la tactique des luttes dans tel ou tel secteur. Mais notre campagne d'ensemble doit d'abord être conçue comme une campagne s'adressant aux larges masses, fournissant des raisons élémentaires de vote pour les candidats présentés ou soutenus par la LCR.

II- LA CAMPAGNE LCR ET L'ACCORD UNITAIRE.

a) les mandats du CC de septembre et les résultats obtenus: le CC de sept. envisageait deux hypothèses. Pour notre bataille pour le F.U.O des organisations ouvrières sur la base de la défense des intérêts des travailleurs, il aurait été important que les principales organisations révolutionnaires se mettent d'accord pour mener une campagne unifiée, c'était le premier objectif que nous devons rechercher. Il y avait deux conditions. Tout d'abord il fallait ~~adopter un même programme~~ un accord sur un corps programmatique alternatif au programme commun clairement caractérisé comme programme de collaboration de classe, ensuite il fallait adopter une même démarche positive vis à vis des militants et directions réformistes auxquels il faut en

.../...

.../...

permanence proposer l'unité d'action sur les tâches de l'heure.

Deux obstacles pnt bloque cette perspective:

- LO a refusé toute confrontation politique. Elle prépare isolément sa campagne comme opération de stricte promotion organisationnelle. Son absence limite largement l'intérêt d'un front et des compromis acceptables pour réaliser un tel front.
- L'OCT, malgré des avancées réelles (adresse au militants du PC et du PS lors du dernier appel commun, consigne de vote au 2° tour) est toujours opposée à une démarche systématiquement positive vis à vis des réformistes.

Nous avons donc été très vite amenés à envisager la 2° hypothèse ~~du~~ du CC. La résolution la présentait en termes très elliptiques : "au cas où l'accord ne serait pas possible (en tenant compte du fait qu'un accord avec les seuls CCA est sans intérêt), nous proposerons une répartition des circonscriptions entre LO, l'OCT, les CCA et la LCR (voir l'OCI) afin d'éviter la cacophonie des candidatures multiples."

Nous avons été amenés en BP à préciser ce mandat et à définir l'orientation suivante:

- 1°) travailler à la meilleure déclaration politique possible, d'abord pour justifier la répartition des circonscriptions et le vote réciproque, ensuite pour établir les possibilités d'activités unitaires communes et enfin bien sûr pour pousser au maximum nos partenaires au débat et à la progression politique.
- 2°) arriver, à partir de cette déclaration politique à une répartition des circonscriptions qui permette à chaque organisation de mener campagne avec ses candidats sur ses positions.



La répartition des circonscriptions de pouvait pas être envisagée comme une simple obligation technique: tout d'abord, hors d'un relatif accord politique elle n'a aucun sens; c'est au nom de ce relatif accord ~~pa~~ politique que nous expliquons que doivent se regrouper derrière un seul candidat révolutionnaire par circonscription tous les votes de défiance par rapport à l'UG; c'est ce relatif accord politique qui justifie le vote réciproque: une répartition ne se justifierait pas avec des organisations opportunistes vis à vis de l'UG ou des groupes ultra-gauches partisans de l'abstention; d'ailleurs n'ayons aucune illusion sans accord politique contraignant la répartition ne résistait pas à la concurrence des divers organisations dans toutes les circonscriptions les plus intéressantes.

Avec l'OCT et les CCA, nous sommes arrivés à une telle déclaration politique: cet accord tant par ses propositions que par son exposé clair des divergences représente une avancée politique importante par rapport à la plateforme des municipales. Il constitue un instrument efficace dans le débat politique avec les organisations qui l'ont signé (en particulier avec l'OCT). En même temps il est un bon exemple de ce que peut et doit être une démarche unitaire éducative.

b) Importance et limite de l'accord unitaire.

Il est important qu'il y ait accord sur la plateforme de mobilisation des travailleurs sur les revendications essentielles, les solutions ouvrières à la crise, les tâches d'un "gouvernement au service des travailleurs". Il est important d'avoir la même analyse du PCG et de la polémique PC/PS. Il est important de voir l'OCT, par delà la confusion de ~~xxxxx~~ sa caractérisation des partis ouvriers, adopter une démarche "pédagogique" vis à vis d'un éventuel gouvernement du PC et du PS: " si tel ou tel de ces programmes (du PC ou du PS) est mis en oeuvre, l'OCT appellera les travailleurs à l'utiliser pour défendre au mieux leurs intérêts".

Il faut prendre acte de nombre de passage de la plateforme acceptés par cette organisation et qui représentent autant de premiers pas vers une démarche de front unique: "en contribuant à leur apporter une large majorité (aux réformistes) nous ne leur laisserons aucun prétexte pour tergiverser, pour refuser de satisfaire les revendications des travailleurs.."; ou encore "vous direz à Mitterrand et Marchais... qu'il n'est pas question d'accepter la collaboration de classes qui divise: les rangs ouvriers au profit de la droite. Vous montrerez aux partis réformistes que s'ils l'emportent ils devront ~~XXXXX~~ compter avec vos exigences, votre vigilance et votre mobilisation."

Ceci étant bien noté, (il faudra l'utiliser largement dans le débat unitaire), la plateforme unitaire est néanmoins passablement muette sur les moyens de réaliser l'unité ouvrière; c'est à dire sur la façon de présenter nos perspectives aux travailleurs au travers d'une attitude positive vis à vis des grandes organisations réformistes qui ont massivement leur confiance. Parce qu'il lui manque ce 3° maillon de notre démarche, la plateforme unitaire demeure telle quelle largement un outil sans

.../...

manche.

c) L'organisation de la campagne:

1°) C'est parce que nous avons cette compréhension de la plateforme et de l'accord unitaires, c'est parce que pour nous la démarche de front unique n'est pas une fioriture programmatique qui serait peu accessible aux larges masses, c'est parce que l'orientation systématiquement unitaire suppose la méthode de front unique est essentielle pour espérer faire accepter massivement nos perspectives, ... que la campagne doit être une campagne menée par la LCR sur son orientation, sur sa plateforme avec notre démarche de front unique, avec ou sans candidat, avec les comités unitaires ou non selon le cas.

Le mot d'ordre pour l'organisation de cette campagne c'est "le maximum d'intervention et de matériel LCR pour le maximum de débats unitaires".

2°) Profitons du bilan des municipales: une campagne électorale (et surtout pas cell-là) ne peut être une simple activité politique "centrale", relativement coupée de nos interventions de masse habituelles, assumée par une poignée de militants voltigeurs s'agitant face à l'indifférence de la masse des camarades "implantés" tout occupés eux à poursuivre leur travail de masse en cours.

Trois façons de mener campagne principalement sur et à partir de nos secteurs et lieux d'intervention prioritaires !

- veiller à ce que le contenu de notre agitation concerne nos milieux et organisations de masse: c'est le souci du type de campagne présenté.

- organiser nos initiatives de campagne d'abord sur et en fonction de nos lieux privilégiés d'implantation: entreprises, lieux de formation et cités ouvrières.

Nos cercles ouverts locaux et les grands meetings centraux doivent être préparés pour la population de ces secteurs.

- prévoir précisément dans chacune de nos organisations de masse des initiatives qui nous permettront en partant des préoccupations des gens influencés par ses organisations de masse de faire débattre et prendre position tout en interpellant l'ensemble des partis ouvriers sur leurs propositions et les exigences de ces organisations de masse.

C'est vrai pour le CFDT, la CGT et la FEN: les secrétariats nationaux préparent des circulaires sur la méthode à adopter dans chaque centrale.

C'est vrai pour le mouvement femmes: le CC va rediscuter de notre orientation dans ce mouvement après l'initiative de Choisir décidée à présenter au moins 75 candidates. Pour le moment le BP après discussion avec le secrétariat femmes est unanime sur l'orientation définie par le dernier CC: nous militons pour que le mouvement défende ses objectifs et s'impose dans la campagne par une série d'initiatives.

C'est vrai dans le mvt étudiant et lycéen. sans présentation de candidates:

3°) Les comités de soutien.

Il nous faut bien cerner les pbs.

- Nous sommes à fond pour regrouper systématiquement sur tous les secteurs dans des comités de campagne les gens d'accord avec les objectifs de notre campagne (ce qui n'est pas l'ensemble du programme de la LCR) et décidés à y participer d'une façon ou d'une autre.

- Par ailleurs l'OCT et les CCA ont clairement acceptés et notifié dans la plateforme unitaire que les candidats sont des candidats d'organisation, que la campagne est une campagne sur les positions des organisations, que les comités de soutien soutiennent "les candidats présentés par les organisations", et qu'ils prennent d'éventuelles initiatives "avec l'accord de toutes les organisations partie prenante".

Il y a là des gardes-fous sérieux par rapport aux tentations de certains groupes OCT (ex-GOP et courant A) appuyés parfois par les CCA, de renouer avec la pratique des candidats de comités et des comités responsables de la plateforme et de la campagne locales.

- Dans ces conditions, à partir du moment où il y avait répartition des circonscriptions et soutien réciproque à un même candidat, il eut été injustifiable et erroné de refuser par peur de la confrontation politique que les militants des divers organisations concernées qui le désirent puissent participer au comité de campagne.

Il ne s'agit pas de se figer dans un refus peureux des comités unitaires. Il nous faut les impulser de façon offensive là où ils peuvent être ~~effectivement~~ relativement fournis et surtout lié à un milieu et à des initiatives précises sur ce milieu (entreprises, lieux de formation, quartiers ouvriers). Nous éviterons bien sûr de les susciter et d'y perdre notre temps lorsqu'ils ne peuvent rassembler que les militants connus des diverses organisations. Et nous refuserons toute logique de centralisation permanente avec constitution de comité central de campagne (Caen municipales).

4°) LO, le PSU, l'OCI:

L'accord unitaire avec les ~~seuls~~ seuls CCA et l'OCT est très important pour la répartition des circonscriptions et pour la bataille unitaire vis à vis de ceux qui sont restés hors de l'accord, LO, le PSU, L'OCI.

Mais il nous faut bien être conscients qu'un accord sans ces forces là représente un résultat limité dans notre démarche unitaire. Tout au long de la campagne il ne faudra pas lâcher ces organisations ^{et abstentionnistes} "diviseuses". - Vis à vis de LO, nous poursuivons notre bataille pour la répartition des circonscriptions en démontant leurs fausses objections, en critiquant leur ultra-gauchisme, mais aussi en dévoilant leur double langage sur les réformistes. Il nous faut localement chaque fois que possible avoir l'initiative dans la présentation des candidats. Et nous assurons une présence systématique dans leurs réunions et meetings pour polémiquer sur leurs ~~mauvais~~ positions politiques et leur demander de s'expliquer sur leur sectarisme diviseur. (s'inspirer des articles de Rouge).

- Le PSU enregistre de médiocres résultats dans la mise en oeuvre de son front autogestionnaire. Il vient de demander par écrit une rencontre aux organisations partie prenante de PLS pour une répartition des circonscriptions ! C'est un aveu de faiblesse et d'échec de leur politique d'alliance. Il nous faut donc reprendre une offensive politique nationalement et localement en direction de cette organisation et de ses militants. Nationalement nous expliquerons que la condition à une éventuelle répartition des circonscriptions; c'est pour ve qui les concerne une parfaite clarté politique sur la caractérisation du PCG.

Localement ils vont sans doute tenter de nous intégrer à leur regroupement du front autogestionnaire pour tenter ^{d'effacer} leurs listes et leurs résultats: notre démarche reste très ouverte et nous posons trois conditions:

- clarté politique sur le PCG;
- sigle à discuter mais ne pouvant pas assimiler la liste à l'opération nationale du PSU;
- liste explicitement présentée par les organisations.

- L'OCI, deux axes d'intervention:

- leur opportunisme par rapport au PS;
- leur absence en tant qu'organisation au I° tour: notons qu'ils ont été convoqués comme le PSU aux réunions unitaires. Nous avons répondu immédiatement à une lettre où ils nous proposaient des candidats communs en leur demandant de participer aux réunions et discussions unitaires en cours.

5°) Meetings LCR et meetings unitaires.

~~Sur les initiatives~~

- Pour les initiatives centrales des villes: nous prévoyons d'ouvrir la campagne sur les principales villes et circonscriptions par une tournée de meetings LCR animés par des orateurs nationaux connus: les villes prévoient des dates régions par régions entre le 20 janvier et 10 février. Ces meetings ont pour fonction d'indiquer publiquement l'orientation de notre campagne.

Par ailleurs partout où c'est justifié (présence réelle des autres organisations) nous envisageons en cours de campagne des initiatives centrales sous forme de 6 heures unitaires.

Enfin chaque ville et circonscription prévoit d'ores et déjà un meeting LCR entre les deux tours.

- Pour les initiatives décentralisées: nos réunions sont soit des réunions ouvertes de la LCR, soit des réunions unitaires, selon la présence ou non des autres organisations et l'intérêt du débat unitaire sur notre travail de masse.

(7)

.../...

6°) Le matériel national de campagne/:

Pour le moment le matériel de campagne prévu et préparé est le suivant:

- la plateforme LCR en plaquette pour vente de masse (elle est prête);
- une très grande affiche nationale centrée sur l'unité ouvrière qui signera notre campagne;
- 7 affichettes sur les 7 axes d'agitation;
- 7 dépliant ~~ax~~ pour diffusion de masse sur les 7 axes d'agitation.

Par ailleurs il y aura un retraitage du 4 pages rouge de la plateforme unitaire selon les demandes des diverses organisations.

Pour l'expédition rapide et sûre du matériel de campagne, nous demandons aux villes et circonscriptions de nous réexpédier une fiche avec une adresse et les quotsa désirés pour chaque type de matériel.

7°) Les stages de candidats/:

- nous rappelons une dernière fois que les candidats doivent être maintenant choisis. Il faut absolument respecter les critères (50% de femmes).
- nous allons faire des stages par regroupement de grandes régions sur trois jours à la fin du mois. Les dates seront fixées au CC.

NB:N'étaient pas présents lors de la discussion de ce projet de résolution du BP : Garcinet Dominique(en congé), Matti (excusé)